

OCTOBRE 2018
n°276

SOMMAIRE

Pages 1 à 3 :

**Fiscalité : les
réponses à vos
interrogations sur
l'année blanche**

Page 3 :

**Prélèvements sociaux
des non-assujettis à
la sécurité sociale
française :
nouveau
rebondissement**

Page 4 :

**Panorama des
marchés financiers et
chiffres clés**

FISCALITE : LES REPONSES A VOS INTERROGATIONS SUR L'ANNEE BLANCHE

Après avoir laissé planer quelques doutes sur le lancement effectif du prélèvement à la source, le gouvernement a confirmé l'application de ce nouveau mode de perception de l'impôt à compter du 1^{er} janvier 2019. De ce fait, afin d'éviter, en 2019, une double imposition des revenus (ceux de 2018 et ceux de 2019), **les impôts concernant les revenus 2018 ne seront pas appelés, d'où la fameuse « année blanche »**. Dans les faits, l'annulation de l'impôt à payer se fera via l'application du Crédit d'Impôt de Modernisation du Recouvrement (CIMR). Bien évidemment, afin d'éviter les abus, le législateur a instauré de nombreux garde-fous. En dépit de cela, de multiples optimisations demeurent possibles.

A en juger par les questions que vous nous soumettez, vous êtes nombreux à vous interroger sur les actions à entreprendre ou à ne pas entreprendre en cette année pour le moins particulière. Aussi, nous vous proposons un florilège des différentes questions soulevées.

Devez-vous éviter ou rechercher les revenus exceptionnels sur 2018 ? En l'absence de revenus exceptionnels, aucun impôt ne sera à payer en raison de l'application du CIMR. Fort de ce constat, vous avez très certainement bâti votre stratégie de façon à éviter les revenus exceptionnels sur 2018 et n'avoir ainsi aucun impôt à acquitter. Il s'agit toutefois d'une erreur stratégique dans la mesure où **disposer de revenus exceptionnels s'avère être pertinent car leur taxation s'opérera non pas au taux marginal mais au taux moyen d'imposition qui est nécessairement inférieur au taux marginal**. Par exemple, si votre taux marginal est de 41 % et votre taux moyen de 25 %, il est préférable de matérialiser 10 000 € de revenus exceptionnels sur 2018 au lieu de les repousser sur 2019. En effet, cela vous permettra de limiter la fiscalité à 2 500 € sur 2018 au lieu de 4 100 € en 2019. Pour rappel, sont qualifiés d'exceptionnels, les revenus suivants : les indemnités de licenciement, de rupture conventionnelle et de départ en retraite ; les sommes perçues au titre de la participation ou de l'intéressement et non affectées à un PEE ; les retraits issus d'un PEE hors cas de déblocages légaux ; les revenus éligibles au système du quotient ; les cessions d'usufruit temporaire portant sur un immeuble ; la quote-part de bénéfice ou de rémunération des non-salariés et dirigeants excédant le montant le plus élevé sur les années 2015 à 2017. Pour mémoire, les plus-values mobilières et immobilières ainsi que les revenus de capitaux mobiliers (dividendes et intérêts), exclus du champ du prélèvement à la source, ne peuvent bénéficier de l'exemption fiscale au titre de l'année blanche. Toutefois, ces gains (hormis les plus-values immobilières) peuvent, sur option, être soumis au barème progressif de l'IR et ainsi être taxés au titre des revenus exceptionnels.

Devez-vous imposer les dividendes perçus en 2018 à l'impôt sur le revenu au lieu du PFU ? Depuis le 1^{er} janvier 2018, les dividendes sont, par défaut, taxés au Prélèvement Forfaitaire Unique (PFU ou flat tax) de 30 %. Pour rappel, ce taux de 30 % se décompose comme suit : 12,80 % au titre de l'IR + 17,20 %

au titre des prélèvements sociaux. L'application du PFU ne permet pas de bénéficier des effets de l'année blanche. Il est toutefois possible de renoncer au PFU et de choisir l'imposition au barème progressif de l'IR. Il est à noter que **ce choix ne doit pas s'opérer à la légère car l'ensemble des revenus et plus-values sera nécessairement soumis au barème progressif et taxé au titre des revenus exceptionnels**. En cas de renoncement au PFU, les dividendes perçus seront ajoutés à vos revenus 2018 après l'application de l'abattement de 40 % puis taxés selon votre taux moyen d'imposition. **En raison des nombreux paramètres entrant en ligne de compte, il est impossible de systématiser la prise de décision entre PFU et IR. En conséquence, un chiffrage circonstancié est obligatoire et, pour ce faire, vous n'avez pas d'autre possibilité que de vous lancer dans des calculs complexes**. Pour plus de détails, nous vous invitons à consulter notre lettre N°269 de février 2018.

Devez-vous réaliser des plus-values mobilières en 2018 ? Par nature, les plus-values sur cession de valeurs mobilières sont soumises au Prélèvement Forfaitaire Unique (PFU ou flat tax) de 30 %. Dans ces conditions, il importe peu que les plus-values interviennent sur 2018 ou 2019. Toutefois, comme évoqué à la question relative aux dividendes, il est possible de renoncer au PFU et d'imposer les plus-values au barème progressif. Pour rappel, l'option au barème progressif entraîne la perte du bénéfice du PFU pour l'ensemble des revenus et plus-values de l'année. L'intérêt d'opter pour l'IR est double : être imposé au taux moyen d'imposition au lieu du taux marginal et bénéficier des abattements pour durée de détention variant de 50 % à 85 %. **En raison des nombreux paramètres entrant en ligne de compte, la prise de décision entre PFU et IR ne peut pas être modélisée. Vous devrez donc obligatoirement chiffrer le coût de chacune des options.**

Devez-vous faire des dons ou autres réductions d'impôt sur 2018 ? En l'absence de revenus exceptionnels, aucun impôt ne sera à payer en raison de l'application du CIMR. Toutefois, les réductions et crédits d'impôt demeurent effectifs selon les mêmes règles et conditions que les années précédentes. De ce fait, ils seront remboursés fin août 2019 lors de l'émission de l'avis d'imposition. En clair, **il est pertinent de continuer à faire des dons ainsi que des investissements octroyant des réductions et crédits d'impôt**. Nous vous rappelons que, comme expliqué dans notre lettre N° 273 de juin 2018, vous pouvez placer vos liquidités à plus de 10 % de rendement sans risque via le Girardin industriel avec garantie de bonne fin fiscale et financière.

Pouvez-vous optimiser vos rachats en assurance vie en 2018 ? En situation normale, il est préférable d'imposer le rachat à l'impôt sur le revenu dès lors que votre taux marginal d'imposition est inférieur au taux du prélèvement libératoire ou du PFU. Rappelons que le prélèvement libératoire (taux variant de 35 % à 7,50 % selon la durée du contrat) concerne les primes versées avant le 27 septembre 2017. Le PFU (taux de 12,80 % ou 7,50 %) ne concerne que les primes versées après le 27 septembre 2017. Pour l'année 2018, en raison de l'application du CIMR, l'imposition retenue n'est pas liée au taux marginal mais au taux moyen. **Autrement dit, si votre taux moyen d'imposition est inférieur au taux du prélèvement libératoire ou au PFU, il est intéressant d'imposer vos rachats à l'impôt sur le revenu**. Prenons l'exemple d'un contrat ouvert en 2015 pour lequel la plus-value imposable se monte à 10 000 €. L'application du prélèvement libératoire générera une imposition de 3 500 €. Si votre revenu imposable avant prise en compte de la plus-value liée au rachat en assurance vie est de 75 000 € (taux marginal de 41 % pour une personne seule), alors votre taux moyen ressortira à 24,56 %. De ce fait, l'imposition à acquitter sera limitée à 2 456 € et se révélera être moindre que celle soumise au prélèvement libératoire (35 %).

Devez-vous vous marier ou vous pacser en 2018 plutôt qu'en 2019 ? L'année du mariage ou du pacs, les époux ou les partenaires du pacs peuvent choisir de déposer une déclaration commune ou deux déclarations séparées. **En présence de revenus exclusivement courants, le mariage ou le pacs en 2018 ne générera aucun avantage supplémentaire par rapport à une autre année. En revanche, si l'un des conjoints ou partenaires dispose de revenus exceptionnels, le mariage ou le pacs se révélera pertinent sur le plan fiscal à la condition que le taux moyen du couple soit inférieur au taux moyen d'imposition de celui qui dispose du revenu exceptionnel**. Supposons que votre revenu imposable se monte à 75 000 € + 10 000 € au titre des revenus exceptionnels. Comme indiqué dans l'exemple sur l'assurance vie, votre taux moyen sera alors de 24,56 % d'où un impôt à acquitter de 2 456 € sur les 10 000 € de revenus exceptionnels. Si votre conjoint dispose d'un revenu imposable de 70 000 € sans revenus exceptionnels, il n'aura aucun impôt à payer. L'impôt global sur 2018 ressortira donc à 2 456 €. En cas de déclaration commune, l'impôt à acquitter sera limité à 2 315 € car le taux moyen du couple ressort à 23,15 %.

Devez-vous ouvrir un PERP en 2018 ? En l'absence de revenus exceptionnels, le versement sur un PERP est sans effet sur le plan fiscal puisque la prime versée viendra diminuer les revenus courants dont l'impôt est de toute façon gommé en raison de l'application du CIMR. **Dans ces conditions, l'ouverture d'un PERP n'est pas pertinente**. En présence de revenus exceptionnels, le gain fiscal sera moindre qu'une année normale puisque le gain est fonction du taux moyen qui s'avère être nécessairement moindre que le taux marginal d'imposition.

Devez-vous effectuer un versement en 2018 sur votre PERP ? Comme indiqué ci-dessus, le gain fiscal lié au versement sur le PERP en 2018 est nul. Afin d'éviter que les épargnants ne décalent leurs versements sur 2019, le législateur a, comme pour les travaux immobiliers, instauré une règle anti-optimisation. Si les versements opérés en 2018 sur le PERP s'avèrent être inférieurs aux versements des années 2017 et 2019, les versements 2019 ne seront déductibles qu'à hauteur de la moyenne des versements réalisés en 2018 et 2019. Ainsi, en supposant que vous ayez effectué un versement de 10 000 € en 2017 et pas de versement sur 2018, il en résulte que votre versement de 10 000 € en 2019 ne sera déductible qu'à hauteur de 5 000 €. **Dans ces conditions, en l'absence de revenus exceptionnels, nous estimons qu'il est préférable de ne pas verser sur votre PERP tant en 2018 qu'en 2019 sauf si vous êtes proche de la retraite et par conséquent de la sortie en rente.**

Devez-vous ouvrir un contrat Madelin en 2018 ? Comme pour le PERP, **il est fiscalement inutile d'ouvrir un contrat retraite Madelin en 2018 en l'absence de revenus exceptionnels.** En présence de revenus exceptionnels, le gain fiscal dépendra du taux moyen d'imposition mais sera, dans tous les cas, moindre que pour une année d'imposition normale.

Devez-vous effectuer un versement en 2018 sur votre contrat Madelin ? A l'inverse du PERP, le contrat Madelin prévoit une obligation de versements annuels. En cas de non-respect de cette règle, l'administration fiscale serait en droit de remettre en cause la déductibilité de vos versements antérieurs. **Il est à noter qu'à revenus constants, la diminution des versements sur le contrat Madelin aura pour effet mécanique d'augmenter votre revenu imposable et, par conséquent, de générer des revenus exceptionnels imposables.** Afin d'illustrer ce phénomène, supposons que depuis 2015 votre rémunération demeure fixée à 100 000 € et que vous versiez 10 000 € sur un contrat de retraite Madelin. Dans ces conditions, depuis 2015, votre rémunération imposable ressort à 90 000 € (100 000 € - 10 000 €). Si, en 2018, dans le but d'optimiser l'année blanche, vous décidiez de limiter votre versement Madelin à 2 000 €, votre revenu imposable ressortirait alors à 98 000 € (100 000 € - 2 000 €). Dans ces conditions, 8 000 € seront taxés au titre de revenus exceptionnels et l'impôt qui en résultera dépendra de votre taux moyen d'imposition. **Si l'écart entre votre taux marginal et votre taux moyen d'imposition est important, il est préférable de différer votre versement sur 2019. En revanche, si l'écart entre ces deux taux est faible, il convient de conserver votre versement habituel.**

S'il est prudent sur le plan fiscal de continuer à opérer des versements minima sur son contrat Madelin, faut-il pour autant effectuer des versements exceptionnels ? La réponse à cette question dépend de plusieurs paramètres, tels que la présence de revenus exceptionnels, le taux moyen d'imposition et le taux marginal. **A priori, en l'absence de revenus exceptionnels, la meilleure solution consiste à réduire le versement 2018 au minimum afin de se prémunir des risques de requalification et à reporter le solde sur 2019.** Par exemple, si vous avez pour habitude de verser 10 000 € par an sur votre contrat Madelin, il pourrait être judicieux de verser la cotisation minimum sur 2018 et de reporter l'excédent sur 2019. Si la cotisation minimum est fixée à 2 000 €, cela signifie qu'en 2019, vous pourriez alors verser 18 000 €. Dans ces conditions, le versement de 2018 n'aura produit aucun effet fiscal (perte de 820 € pour un taux marginal de 41 %) mais aura généré un gain fiscal de 7 380 € sur 2019 (18 000 € x 41 %). **En présence de revenus exceptionnels, il faut tenir compte de l'écart entre le taux moyen et le taux marginal d'imposition.** Si l'on suppose un taux marginal de 41 % et un taux moyen de 20 %, il en résulte que le supplément d'impôt sur les 8 000 € se montera à 1 600 € (8 000 € x 20 %) contre un gain fiscal de 7 380 € (18 000 € x 41 %).

Devez-vous effectuer des travaux de rénovation en 2018 sur votre parc immobilier locatif ? Compte tenu de la mise en place d'un mécanisme anti-optimisation, la gestion des travaux sur 2018 est un art particulièrement subtil. Ainsi, **les travaux de grande ampleur visant à générer un déficit foncier reportable sur les revenus futurs sont extrêmement pertinents** puisqu'ils vont entraîner une déduction jusqu'à 1,5 fois supérieure au montant des travaux. Dans la pratique, il convient que le montant des travaux soit au moins deux fois supérieur au montant des revenus fonciers plus 21 400 €. Pour mémoire, les 21 400 € correspondent à deux fois le montant du déficit imputable sur le revenu global fixé à 10 700 €. A l'inverse, **les travaux de faible importance, ne débouchant pas sur un déficit foncier reportable, sont à éviter** tant en 2018 qu'en 2019 puisque leur effet est limité à 50 % des dépenses engagées. En revanche, **si vous disposez d'un déficit foncier reportable, les travaux de faible importance sont à favoriser.** Pour plus de détails sur ces spécificités, nous vous invitons à consulter nos lettres N° 269 de février 2018 et N° 270 de mars 2018.

Devez-vous passer à l'Impôt sur les Sociétés (IS) en 2018 ou attendre 2019 ? A priori, **une telle opération n'est pas recommandée sur 2018 puisque cela pourrait avoir pour conséquence de rendre imposable un revenu qui ne l'était pas.** Par exemple, dans le cas d'un apport ou d'une vente d'un immeuble à une SCI soumise à l'IS ou de l'assujettissement à l'IS d'une SCI initialement taxée à l'IR, les revenus fonciers, exonérés par nature en 2018, seront taxables à l'IS. Dans le même registre, la transformation d'une activité BIC/BNC en société soumise à l'IS risque de provoquer une imposition rétroactive des revenus de gérance si les revenus d'activité de 2018 se révèlent être supérieurs à ceux de 2019.

PRELEVEMENTS SOCIAUX DES NON ASSUJETTIS A LA SECURITE SOCIALE FRANCAISE : NOUVEAU REBONDISSEMENT

Si vous êtes non-résident fiscal français et avez des biens immobiliers loués en France, vous vous souvenez certainement de la jurisprudence de Ruyter. En effet, suite à un jugement rendu par la Cour de Justice de l'Union Européenne, les contribuables non affiliés au régime de la sécurité sociale française ont pu se faire rembourser les prélèvements sociaux indûment prélevés par l'administration fiscale sur leurs revenus fonciers et plus-values immobilières. Suite à ce jugement, le gouvernement français s'était alors empressé de modifier l'affectation des prélèvements sociaux afin de percevoir cette manne financière en provenance des revenus des non-résidents européens ou des résidents relevant d'un régime européen de sécurité sociale. Depuis cette modification intervenue à effet du 1^{er} janvier 2016, l'affaire des prélèvements sociaux semblait close. Ceci était sans compter sur la ténacité d'un contribuable affilié au régime de la sécurité sociale suisse qui a attaqué cette modification auprès du tribunal administratif de Strasbourg. En juillet 2017, le tribunal administratif lui a donné raison et, en date du 31 mai 2018, la Cour d'appel de Nancy a confirmé le jugement initial. Même s'il est certain que l'administration fiscale portera ce différend devant le Conseil d'Etat, il ressort que vous devez vous empresser d'introduire une demande de restitution afin d'interrompre la prescription fiscale. Autrement dit, **pour avoir une chance de récupérer les prélèvements sociaux acquittés en 2015, vous devez impérativement agir avant le 31 décembre 2018.**

PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 28 septembre 2018

Marchés des Actions	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	5 493,49	1,60%	3,41%	23,30%	32,58%
PARIS (CAC 40 GR)	14 403,33	1,74%	6,43%	36,48%	56,49%
PARIS (CAC Mid&Small)	13 962,25	-1,61%	-3,42%	37,98%	73,03%
PARIS (CAC All-Tradable)	4 314,51	1,09%	3,11%	25,67%	37,70%
EUROPE (Euro Stoxx 50)	3 399,20	0,19%	-2,99%	9,62%	17,49%
NEW YORK (Dow Jones)	26 458,31	1,90%	7,04%	62,47%	74,88%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	8 024,50	-1,05%	16,24%	73,68%	112,77%
FRANCFORT (Dax Xetra)	12 246,73	-0,95%	-5,19%	26,77%	51,77%
LONDRES (FTSE 100)	7 510,20	1,05%	-2,31%	23,90%	16,22%
TOKYO (Nikkei 225)	24 120,04	5,49%	5,95%	38,72%	66,85%
MONDE (Msci World) en Euros	193,93	0,44%	5,65%	32,01%	59,91%

Taux d'intérêt	jour le jour	2 ans	5 ans	10 ans	20 ans
FRANCE	-0,45%	-0,49%	-0,01%	0,79%	1,31%
ETATS-UNIS	2,17%	2,85%	2,97%	3,08%	3,18%
ROYAUME-UNI	0,70%	0,86%	1,17%	1,42%	1,89%
JAPON	-0,09%	-0,12%	-0,08%	0,09%	0,60%

Or et Devises	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	32 870 €	-2,38%	-5,41%	1,48%	3,40%
NAPOLEON	198,00 €	-0,95%	-4,30%	2,27%	2,11%
EURO / DOLLAR	\$ 1,1603	-0,56%	-3,47%	3,89%	-14,26%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8905	-0,69%	0,17%	20,57%	6,47%
EURO / 100 YENS	¥ 131,92	1,85%	-2,56%	-1,32%	-0,85%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,1388	0,68%	-2,73%	4,43%	-6,94%

CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 28 septembre 2018

PRODUIT INTERIEUR BRUT	2 323,62 milliards d'euros au 2eme trimestre 2018
DEFICIT PUBLIC 2017	59,3 milliards d'euros soit 2,6 % du PIB
DETTE PUBLIQUE 2018	2 299,8 milliards d'euros soit 99 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,20 % au 2eme trimestre 2018
PRODUCTION INDUSTRIELLE	+ 0,70 % en juillet 2018
DEPENSE DE CONSOMMATION DES MENAGES	+ 0,80 % en août 2018
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 311 euros par mois à compter du 01/01/2018
SMIC (BRUT)	9,88 € au 01/01/2018 soit 1 498,47 € mensuels
INDICE DES PRIX	+ 2,30 % sur un an
INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX (ILC)	+ 2,35 % sur un an
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS (IRL)	+ 1,25 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	9,10 % de la population active

2, avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex

Tél. : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@magellanconseil.fr - www.magellanconseil.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Lille Métropole B 392 608 311 - Code APE N° 6619B - TVA intracommunautaire N° FR20392608311 - Membre de l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF
 Référencée à l'ORIAS (www.orias.fr) sous le N° 07 005 844 en tant que Conseiller en Investissement Financier, Courtier d'assurance, Courtier en opérations de banque et en services de paiement.
 Intermédiaire Immobilier (carte professionnelle délivrée par la CCI de Lille N° CPI 5906 2016 000 011 371) - Garantie financière « non détention de fonds pour compte de tiers » et
 responsabilité civile professionnelle police N° 114.239.900 (Adhérent numéro : 226152) - MMA IARD 14 Bd Marie et Alexandre Oyon 72030 Le Mans Cedex 9